



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le six décembre deux mille dix-sept, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

## ORDRE DU JOUR :

---

### FINANCES - PERSONNEL

- Avenant à la convention « Les Pattes Sportives »
- Financement des frais de gardiennage et de chauffage du marché de Noël
- Spectacle de fin d'année de l'école
- Tarification de la perte de clé des salles communales
- Fixation du tarif de location à un cardiologue
- Décision Modificative n°2
- Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du BP 2018.
- Lancement marché reprographie
- Opération COCON 33 – Isolation des combles perdus
- Approbation du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE)
- Adhésion au groupement de commandes pour l'achat de matériels destinés aux technologies de l'information et de la communication pour l'éducation
- Avis sur l'adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence «Assainissement» à compter du 1er janvier 2018
- Avis sur l'adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence «Eau» à compter du 1er janvier 2018
- Achat HERAUD
- Création d'un poste d'adjoint administratif territorial à temps non complet
- Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)
- Adoption du Plan de Formation Mutualisé de la Haute Gironde
- Indemnités au Trésorier
- Bibliothèque
- Saisine Préfet de la Gironde
- Organisation des rythmes scolaires – Rentrée de septembre 2018

### QUESTIONS DIVERSES



Présents : (13) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Jean Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND.

Absents excusés : (6) : Mmes Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint ayant donné pouvoir à Mme Murielle PICQ), Odette ANCELOT, Valérie CHAMBOUNAUD, MM. Thomas BERLINGER (ayant donné pouvoir à Mme Marie-

Claude BELLUE), François BERNY (ayant donné pouvoir à Mme Géraldine VIRUMBRALES), Francis VITRAS (ayant donné pouvoir à M. Daniel DEBET).

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la dernière séance du 04 octobre 2017 a été transmis par mail à chaque conseiller le 11 octobre 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci.

Le compte rendu, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.



## **Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22**

### **Du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

<b>Numéro de décision</b>	<b>Date</b>	<b>Objet</b>
<b>ARRETES</b>		
2017-147	05/10/2017	Arrêté DP
2017-148	11/10/2017	Arrêté DP
2017-149	17/10/2017	Arrêté PC
2017-150	19/10/2017	Arrêté DP
2017-151	18/10/2017	Arrêté d'alignement
2017-153	27/10/2017	Arrêté manifestation 11/11
2017-154	31/10/2017	Arrêté DP
2017-155	31/10/2017	Arrêté DP
2017-156	31/10/2017	Arrêté refus PC
2017-157	06/11/2017	Arrêté d'autorisation de rejet dans un fossé communal
2017-158	07/11/2017	Arrêté réglementant le stationnement Courade
2017-159	09/11/2017	Arrêté d'interdiction de stationner parking Rabut
2017-160	14/11/2017	Arrêté réglementant la circulation Terrier des cailloux et Pérotine
2017-161	15/11/2017	Arrêté d'autorisation de rejet dans un fossé communal
2017-162	14/11/2017	Arrêté DP

2017-163	14/11/2017	Arrêté DP
2017-164	21/11/2017	Arrêté PC
2017-165	22/11/2017	Arrêté DP
2017-166	23/11/2017	Arrêté réglementant la circulation L'Etang et Rue Arnaudin
2017-167	27/11/2017	Arrêté DP
2017-168	27/11/2017	Arrêté DP
2017-169	24/11/2017	Arrêté réglementant le stationnement pour le marché de Noël
2017-170	24/11/2017	Arrêté réglementant le stationnement pour le marché de l'ADECAV
2017-171	24/11/2017	Arrêté réglementant le stationnement
<b>DECISIONS</b>		
	30/10/2017	Signature de trois devis de la société NRELEC pour des travaux électriques (école, courade) suite au passage du bureau de contrôle (563.29€)
	30/10/2017	Signature d'un devis de BUREAU VERITAS pour l'obtention d'un VRAT suite à la demande de la commission de sécurité (540,00€)
	30/10/2017	Signature d'un contrat de cession avec TAF TAF Théâtre pour l'organisation d'un spectacle (450,00€)
	07/11/2017	Signature d'un devis de la société BURO PARTNER pour la fourniture de papier reprographie (711,64€)
	08/11/2017	Signature d'un devis de la société OUESTOTEL pour la fourniture de 5 casiers verres (285.30€)
	09/11/2017	Signature d'un devis de la société HOSTIN pour la fourniture et pose d'un moteur de volet roulant à la cantine scolaire (493,90€)
	16/11/2017	Signature d'un devis de la société PREVOST pour une sortie scolaire en février 2018 (100,00€)
	16/11/2017	Signature d'un devis de SAGECES pour le remplacement d'une pompe de relevage au centre de soins (120,00€)
	23/11/2017	Signature d'un devis de REFLECHI'SON pour la fourniture de matériel de sonorisation pour le Vox (310,46€)
	23/11/2017	Signature de trois devis de la société SERI pour la fourniture de poteau et panneaux de signalisation (3 521,70€)



**Délibération n° 20170612-01 – Avenant convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit entre la Commune de Saint-Christoly de Blaye et l'association « Les Pattes Sportives ».**

Vu la délibération n°20160330-11 du 30 mars 2016 relative à une convention de mise à disposition d'un terrain à titre gratuit entre la Commune et l'association « Les Pattes Sportives » pour des entraînements d'agility,

Considérant la demande de l'association et afin d'anticiper des nuisances en période estivale, il serait préférable de ne plus mettre à disposition la parcelle de terrain cadastrée AB 456 pour cette activité,

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de mettre à disposition de l'association « Les Pattes Sportives » une partie de la parcelle cadastrée AB 239 située à proximité, soit une superficie de 720m², pour les entraînements d'agility et de modifier la convention en conséquence.

L'association déplacera elle-même la clôture sur la nouvelle parcelle.

Le Conseil Municipal valide la proposition de Mme Le Maire de mettre à disposition de l'association « Les Pattes Sportives », à titre gratuit, la parcelle cadastrée AB 239 d'une superficie de 720m² pour les entraînements d'agility et de signer la convention annexée à la présente.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-02- Financement des frais de gardiennage et de chauffage pour le marché de Noël.**

*Discussion :*

*M. MOULIN demande pourquoi la société de protection dont le siège se situe sur la commune n'a pas été sollicitée. Mme Le Maire précise que cette société avait été consultée en juillet pour la fête locale. Le devis présenté à cette occasion présentait un problème administratif. Mme Le maire demande à M. MOULIN de venir en mairie pour de plus amples explications.*

*M. MOULIN ne valide pas la délibération s'il n'a pas plus d'éléments et demande que les entreprises locales soient consultées en priorité.*

Mme Le Maire donne lecture aux membres présents du courrier de l'Association Des Entrepreneurs Commerçants Artisans Viticulteurs relatif à une demande de prise en charges des frais de gardiennage et de chauffage pour le marché de Noël les 09 et 10 décembre 2017.

Vu les devis de gardiennage des sociétés SASU SOMAX SECURITE et DRAKKAR, il est proposé au Conseil Municipal de retenir le moins disant à savoir DRAKKAR

Vu le devis de chauffage

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal :

- Décide la prise en charge par la collectivité des frais de gardiennage (228,91€) et de chauffage pour le marché de Noël (200,76€).

VOTE :            Pour : 16            Contre : 1 (M. MOULIN)            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-03- Spectacle fin d'année pour l'école**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif 2017,

Considérant la volonté de la commune de renouveler la prise en charge du spectacle de Noël qui sera présenté aux élèves de l'école de Saint-Christoly de Blaye avant les vacances scolaires de fin d'année,

Mme Le Maire précise que cette année, l'association Côtes et cuivres a été retenue et présentera « A portée de Brass, un tour du monde en musique » pour un coût de 2€ par élève de Saint-Christoly de Blaye.

La salle de spectacle du Vox, dans laquelle est organisée la manifestation, permettra d'accueillir comme les années passées, les écoles du Sirp de Générac/Saugon et l'école de la commune de Saint-Girons d'Aigevives.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal décide :

- de retenir la prestation de l'association Côtes et cuivres « A portée de Brass, un tour du monde en musique » pour un coût de 2€ par enfant scolarisé à Saint-Christoly de Blaye
- de donner délégation à Mme le Maire pour toutes démarches liées à cette affaire

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-04- Facturation des clés des salles communales.**

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Mme Le Maire informe le Conseil Municipal de la nécessité de délibérer sur le tarif des clés qui sont mises à disposition des personnels enseignants, des associations en cas de renouvellement pour perte ou vol.

Il est proposé de fixer le tarif, pour le renouvellement en cas de perte ou vol de clés, au tarif en vigueur lors de la reproduction. A cet effet, une copie de la facture de reproduction sera jointe, en tant que justificatif, au titre de recettes émis à l'encontre de la personne physique ou morale ne restituant pas la clé.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide :

- de fixer le tarif, pour le renouvellement en cas de perte ou vol de clés, au tarif en vigueur lors de la reproduction.
- d'autoriser Mme Le Maire à émettre des titres de recettes pour la facturation en cas de perte ou de vol aux personnels enseignants ainsi qu'aux associations.

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-05 – Centre de soins – Fixation du tarif de location à une cardiologue.**

*Discussion :*

*Mme Le Maire précise que le loyer fait l'objet d'un prorata logique par rapport au loyer de la cardiologue déjà présenté et qu'il n'y a pas de facturation à la demi-journée*

*M. MOULIN demande si la future cardiologue est d'accord avec ce calcul. Mme BAUDE intervient en indiquant que le calcul a fait l'objet d'une concertation et d'une validation par la commission finances-personnel.*

Madame le Maire informe qu'une deuxième Cardiologue souhaite s'installer au centre de soins pour un exercice à temps partiel dans le deuxième cabinet de cardiologie.

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 22 août 2017, après examen de la situation, propose donc de consentir au Docteur Segu-Jullien un montant de loyer annuel, à compter du 13 décembre 2017, soit :

- 5 969.00 € pour un temps d'occupation de trois jours par semaine.

Une convention d'occupation du domaine public sera signée permettant à la Commune de louer les locaux à un autre professionnel sur le temps disponible.

Après discussion, le Conseil Municipal décide, à compter du 13 décembre 2017 :

- de fixer le montant minimum du loyer annuel pour le cabinet de Cardiologie à 5 969.00 € pour un temps d'occupation de trois jours.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-06- Budget Communal – Décision Modificative Budgétaire n°2/2017**

Madame le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire suite aux transferts des prêts du Syndicat Mixte Versant de la Livenne non prévu lors de l'élaboration du BP 2017 et à l'intégration des résultats.

Cette décision modificative budgétaire a été vue en Commission Communale « Finances - Gestion du Personnel », en date du 14 novembre 2017.

Madame Le Maire fait donc part à ses collègues des propositions transcrites dans le tableau suivant :

Désignation	Dépenses	Recettes
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
R 002 : Résultat de fonctionnement reporté		440,69 €
R 7333 : Taxes funéraires		-440,69 €
D 66111 (chapitre 66) : Intérêts réglés à l'échéance	90,00 €	
D 6232 (chapitre 011) : Fêtes et cérémonies	-90,00 €	
<b>INVESTISSEMENT</b>		
D 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	339,68 €	
D 1641 (chapitre 16) : Emprunts en euros	337,00 €	
D 2135 (chapitre 21) : Installations générales, agencements	-676,68 €	
<b>TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

VOTE : Pour : 17

Contre : 0

Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-07- Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2018.**

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 et notamment l'article 15 portant sur l'amélioration de la décentralisation qui a prévu : « En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, Le Maire, peut sur autorisation de Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption, l'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits ».

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.1612-1,

Vu les délibérations de l'année 2017 adoptant les documents budgétaires relatifs à l'exercice écoulé, il y a lieu d'autoriser Madame Le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'autoriser Madame Le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement suivantes avant le vote du budget primitif 2018

Chapitre	Article	Montant	Libellé
20	2031	1 000	Frais d'étude
21	21312	28 500	Bâtiments scolaires
21	21318	2 125	Autres bâtiments publics
21	2183	2 500	Matériel de bureau et informatique
21	2135	19 000	Installations générales, agencements
21	2152	3 000	Installations de voirie
21	21534	7 300	Réseaux d'électrification
21	21568	2 800	Autre matériel et outillage
21	2183	3 600	Matériel de bureau et matériel informatique
21	2188	10 000	Autres immobilisations corporelles
23	2313	2 400	Constructions
23	2315	43 500	Installations, matériels et outillages

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-08 – Appel d'offres : Reprographie**

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission « finances – personnel » en date du 14 novembre 2017,

Considérant que le contrat actuel de maintenance des matériels de reprographie arrive à expiration le 01 juillet 2018,

Madame le Maire expose au conseil municipal qu'il convient de prendre une délibération afin de lancer l'appel d'offres concernant un marché à procédure adaptée pour le marché de reprographie.

Madame le Maire, demande au Conseil son accord pour lancer l'appel d'offres pour la reprographie.

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Autorise** Madame le Maire à lancer l'appel d'offres

VOTE : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-09- Opération COCON 33 – Isolation des combles – Approbation de la convention de partenariat avec EDF – Approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes**

*Discussion :*

*La présentation de ce dispositif est effectuée par M. GRIMEE. Il s'agit d'adhérer à un groupement de commandes relatif à l'isolation des combles et notamment ceux de l'école élémentaire.*

*Les documents présentés en Conseil Municipal ont été reçus après la réunion de la commission finances-personnel mais les délais imposés par le Conseil Départemental nécessitent une décision avant le 31 décembre 2017 afin de bénéficier de ce dispositif. A ce jour plus de 100 communes ont adhéré à Cocon 33.*

*M. MOULIN demande quelles seront les économies réalisées par la collectivité. Pour répondre à cette question, Mme Le Maire informe qu'il faudrait faire une analyse sur 3 ans mais rappelle que la délibération porte uniquement sur l'adhésion au groupement de commandes.*

*Cependant, les estimations relatives au retour sur investissement indiquent une durée entre zéro et trois ans. L'isolation s'effectuerait au moyen de laine de verre pulsée sur 360mm d'épaisseur. Les travaux interviendront fin 2018 début 2019 et dans tous les cas après les travaux de toiture de l'école élémentaire.*

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,

Vu les délibérations du Conseil départemental des 30 juin et 14 décembre 2016 relatives à la politique départementale en matière de transition énergétique et précarité énergétique,

Considérant que l'opération Cocon 33 a pour objectif d'isoler massivement les combles perdus, des bâtiments publics des collectivités girondines et permettra :

- de contribuer à réduire les charges énergétiques qui pèsent sur les budgets des collectivités et d'améliorer l'état du patrimoine public,
- d'activer une dynamique locale pour mobiliser les collectivités et les acteurs du territoire Girondin autour des enjeux de la transition énergétique, en termes d'économies d'énergies et de réduction des gaz à effet de serre
- d'obtenir le soutien financier d'un fournisseur d'énergie pour faciliter la réalisation des travaux via le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie

Considérant que la société EDF, demandeur de certificats d'économies d'énergie (CEE), a eu un rôle actif et incitatif, matérialisé par une contribution décrite dans le projet de convention figurant en annexe 3, dans la décision d'entreprendre les travaux d'isolation des combles perdus sur la liste de bâtiments constituant l'annexe 1 de la présente délibération,

Considérant que la commune renforce son engagement dans la lutte contre le changement climatique à travers cette démarche exemplaire de maîtrise de la demande en énergie et de réduction des émissions de gaz et effets de serre de ses bâtiments publics,

## **DECIDE**

1°) d'approuver l'acte constitutif du groupement de commandes, valant contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage, ci-joint en annexe 02, pour la réalisation des travaux d'isolation de combles perdus, et au sein duquel le Département de la Gironde exercera le rôle de coordonnateur au sens de l'article 28-II de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et le rôle de mandataire au sens de l'article 3 de loi MOP

2°) d'approuver notre adhésion au dit groupement pour l'ensemble des bâtiments identifiés à l'annexe 01 et assortis pour chacun d'une estimation des prestations à mettre en œuvre, qui est considéré comme le programme de travaux à réaliser dans le cadre du groupement de commande

3°) de nous engager, lorsque des travaux préalables, dits connexes de remise en état des combles, clos ou couvert, sont identifiés sur l'estimation des prestations à mettre en œuvre, à ce que l'ensemble de ces travaux soient réalisés par la collectivité avant le lancement des travaux objets du groupement,



4°) de prévoir toutes les inscriptions nécessaires à notre budget afin d'honorer les engagements résultant de la présente délibération, en remboursement des sommes avancées par le Département mandataire, conformément à l'article 6.2. de l'acte constitutif du groupement de commande et au regard du programme de travaux défini en annexe 1 de la présente délibération,

5 °) d'approuver le projet de convention de partenariat avec la société EDF, tel que figurant en annexe 03, pour la valorisation des certificats d'économies d'énergie qui seront générés par les travaux d'isolation des combles perdus,

6 °) d'attester que lesdits travaux ne feront l'objet d'aucune valorisation en propre ou par l'intermédiaire d'un autre tiers demandeur que la société EDF et qu'à ce titre, l'ensemble des documents permettant de valoriser ces opérations au titre du dispositif des CEE ne seront pas utilisés pour une valorisation en propre ou par l'intermédiaire d'un partenaire autre que EDF,

7°) de donner mandat au Département de la Gironde, en la personne de son Président ou de son représentant dûment habilité, pour représenter la commune à la convention de partenariat conclue avec la société EDF et signer, en notre nom tous les documents relatifs à cette opération,  
Le présent mandat autorise également le Département de la Gironde, en la personne de son Président ou de son représentant dûment habilité, à encaisser au nom de la commune la contribution versée par EDF, pour la valorisation des CEE,

8°) d'approuver l'incitation financière du projet de convention avec le Partenaire obligé EDF, par MWh cumac sur la moyenne, avec une valeur fixée à 3,25 € HT

9°) d'autoriser Mme Le Maire à signer tous les documents relatifs à cette opération.

Annexe 01	Liste des bâtiments inscrits au groupement de commande Cette annexe assortie de toutes les prestations à mettre en œuvre constitue également l'annexe 01 à l'acte constitutif du groupement de commandes.
Annexe 02	Acte constitutif du groupement de commandes, valant contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage
Annexe 03	Projet de convention de partenariat avec la société EDF

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-10 – Approbation du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics.**

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté de personnes handicapées et notamment son article 45,

Vu le décret n°2005-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu le décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

Vu l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658,

Madame le Maire présente à l'assemblée le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics. Elle rappelle que la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté de personnes handicapées du 11 février 2005 impose aux communes de réaliser un plan de mise en accessibilité de voirie et des espaces publics (PAVE).

Ce plan fixe les dispositions qui permettent de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement du territoire communal. Il met en évidence des chaînes de déplacement permettant d'assurer la continuité du cheminement accessible entre les différents établissements recevant du public dans un périmètre défini.

Le Conseil Municipal a autorisé Madame Le Maire à lancer la démarche le 27 novembre 2014. Son élaboration a été effectuée en concertation avec les acteurs locaux, les groupes de travail constitués à cet effet, de parents d'élèves et en cohérence avec l'AD'Ap.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal

– APPROUVE le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics tel que présenté.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-11 – Adhésion et signature d'une convention de groupement de commandes pour l'achat de matériels destinés aux technologies de l'information et de la communication pour l'éducation.**

*Discussion :*

*MOULIN demande si le dispositif est gratuit. Mme Le Maire répond que oui et ajoute que la Communauté de Communes de Blaye est, elle aussi adhérente.*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux Marchés Publics,

Considérant que l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux Marchés Publics permet aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes et que ces derniers ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats,

Considérant qu'une convention constitutive a été élaborée par Gironde Numérique, définissant les modalités de fonctionnement du groupement et que cette convention désigne également le président de Gironde Numérique, Pierre DUCOUT, comme coordonnateur du groupement et l'autorise à signer les marchés et accords-cadres ainsi que tous les documents y afférents, et à organiser les procédures de mise en concurrence pour le compte des membres du groupement,

Considérant que les statuts de Gironde Numérique lui permet d'être coordonnateur de commandes publiques pour toute catégorie d'achats ou de commande publique se rattachant à ses domaines d'activités et que Gironde Numérique a été missionné pour favoriser le développement des usages du numérique dans les écoles du 1er degré par la mise en place de moyens matériels dédiés par établissement scolaire et moyens mutualisés,

Après débat, il sera proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'adhésion de la Commune de Saint Christoly de Blaye au groupement de commandes pour l'achat de matériels destinés aux technologies de l'information et de la communication pour l'éducation,

- D'accepter les termes de la convention constitutive de groupement de commandes pour l'achat de matériels destinés aux technologies de l'information et de la communication pour l'éducation,
- D'autoriser Madame Le Maire à signer la convention constitutive de groupement de commandes pour l'achat de matériels destinés aux technologies de l'information et de la communication pour l'éducation,
- D'accepter que Gironde Numérique soit désignée comme coordonnateur du groupement ainsi formé, en la personne de Monsieur le Président, Pierre DUCOUT
- D'autoriser le Président de Gironde Numérique à signer le ou les marchés et accords-cadres au nom du groupement.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-12- Adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence « assainissement » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018**

*Discussion :*

*M. MOULIN demande où en est le remboursement aux usagers des prélèvements effectués par la SAUR relatifs au SPANC. Nous suivons l'affaire répond Mme Le Maire mais à ce jour, nous ne sommes pas en possession de tous les éléments afin de répondre de manière exhaustive aux usagers. Dès que ces derniers seront connus, la collectivité communiquera aux usagers les démarches à entreprendre.*

*M. MOULIN ajoute qu'à titre personnel, il a refusé de payer les sommes concernant le SPANC.*

Vu la délibération en date du 05 juillet 2017 de la communauté de communes de Blaye portant « Demande d'adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence Assainissement » sous réserve de l'arrêté préfectoral actant la modification des statuts de la communauté ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-5, L. 5211-18, L. 5214-21 et L. 5214-27 ;

Considérant que cette adhésion est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- D'approuver la demande d'adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence « Assainissement » pour la totalité des communes membres de la communauté de communes de Blaye à compter du 01 Janvier 2018,
- D'autoriser le Maire à signer tous documents se rapportant à cette délibération.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-13- Adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence « eau » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Vu la délibération en date du 05 juillet 2017 de la communauté de communes de Blaye portant « Demande d'adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence Eau » sous réserve de l'arrêté préfectoral actant la modification des statuts de la communauté ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-5, L. 5211-18, L. 5214-21 et L. 5214-27 ;

Considérant que cette adhésion est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- D'approuver la demande d'adhésion de la CCB au SIAEPA du Bourgeais pour la compétence « Eau » pour les communes de Bayon, Blaye, Comps, Gauriac, Samonac, St Ciers de Canesse, St Seurin de Bourg, St Vivien de Blaye, Villeneuve à compter du 01 Janvier 2018,
- D'autoriser le Maire à signer tous documents se rapportant à cette délibération.

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-14 – Acquisition par la commune de parcelles de M. HERAUD Jean-Pierre**

*Discussion :*

*M. RAYMOND soulève qu'un problème identique risque de se poser en face des parcelles de M. HERAUD. La route empièterait sur les propriétés privées.*

*Mme Le Maire ne conteste pas ses dires. Les petits chemins s'élargissent au fur et à mesure des passages.*

*M. MOULIN souhaite savoir qui du vendeur ou de l'acheteur supportera les frais de notaire. Mme Le Maire indique que la commune prendra en charge les frais de notaire relatifs à l'acte et que ceux-ci s'établiront selon un forfait conformément à la nouvelle loi votée en 2017.*

Madame Le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à l'acquisition, pour l'euro symbolique, des parcelles cadastrées AE 171, 173 et 175 d'une contenance totale de 78 ca, propriété de Monsieur HERAUD Jean-Pierre.

Madame Le Maire rappelle que Monsieur HERAUD Jean-Pierre a formalisé son accord de cession, pour l'euro symbolique, des parcelles cadastrées AE 171, 173 et 175 d'une contenance de 78ca

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- l'acquisition des parcelles section AE 171, 173 et 175 d'une contenance totale de 78 ca pour l'euro symbolique,
- de mandater Madame Le Maire pour signer tous les documents afférents à cette affaire,

VOTE :      Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-15 – Création, au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial, à temps non complet de 13h30, à compter du 07 décembre 2017**

*Discussion :*

*M. MOULIN demande si la création de ce poste est en relation avec le départ de Mme FILLON. Mme Le Maire précise que la candidate retenue pour remplacer Mme FILLON travaille en tant que secrétaire à la Mairie de Villeneuve et qu'elle n'est disponible que 13h30. Elle sera en Mairie tous les matins du mardi au vendredi.*

*M. MACEIRA prend la parole et expose que plusieurs personnes ont demandé pourquoi Mme FILLON partait au bout de 21 ans. Il a été dit que son travail à St Christoly de Blaye ne l'intéressait pas. M. MACEIRA accuse Mme Le maire d'être responsable du départ de Mme FILLON et notamment sa façon de travailler avec les agents. M. MACEIRA demande au Maire et aux adjoints de se poser les bonnes questions et de se remettre en cause. Mme FILLON aimait son travail et a suivi toutes les formations nécessaires selon M. MACEIRA. Depuis l'arrivée de cette équipe municipale en 2014, onze agents ont quitté la*

collectivité dont 5 secrétaires générales. Les élus chargés des recrutements demandent à M. MACEIRA de citer le nom des onze personnes qui ont quitté la collectivité. M. MACEIRA cite des agents qui ont été pris en remplacement et des contrats aidés affectés à l'accueil de la Mairie. Mme Le Maire relève le parti pris de M. MACEIRA et souligne qu'il est contre-productif de vouloir retenir un agent qui souhaite partir.

Mme Le Maire et Mme BAUDE reconnaissent qu'il y a eu des erreurs de recrutement mais ajoutent qu'elles n'ont pas mis les agents dehors et que pour certains d'entre eux, les départs étaient liés à des évolutions de carrière.

M. MOULIN intervient en indiquant qu'il partage l'avis de M. MACEIRA et suggère un audit sur le personnel. Mme le Maire rappelle que démocratiquement alors qu'elle n'y était pas favorable et pas obligé, elle a soumis au Conseil Municipal la question de l'audit qui a été refusé par la majorité des élus. Mme Le Maire sait parfaitement le travail réalisé par les agents et comment ils travaillent. La diminution de la quotité horaire du poste est également liée au recrutement du secrétaire général qui produit beaucoup.

Mme Le Maire recentre le débat sur le sujet de la délibération soumise en précisant qu'il y a des dossiers d'urbanisme à traiter. M. DEBET vient au soutien de Mme Le Maire et informe les membres présents que le recrutement s'effectue à plusieurs et n'est pas le seul fait du Maire. Selon M. DEBET certaines personnes recrutées n'avaient pas les compétences requises

M. MACEIRA invite le Maire et les adjoints à demander à Mme LEPAS pourquoi elle est partie.

Mme Le Maire souhaite clôturer cette polémique en reconnaissant le travail de Mme FILLON qui a su se former sur les 2 postes occupés. Mme FILLON a souhaité muter, c'est son choix. Pour mémoire, Mme FILLON avait déjà voulu partir il y a quelques années.

Madame le Maire expose que le remplacement de l'agent chargé de l'urbanisme nécessite la création au tableau des effectifs d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial.

Madame le Maire poursuit en précisant que, la candidature retenue permet de fixer la quotité hebdomadaire allouée à ce poste à 13,5/35<sup>ème</sup>.

Dans ce contexte, Madame le Maire soumet aux membres présents la création au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps non complet, 13h30, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017.

- ✓ Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- ✓ Vu le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des Adjoints Administratifs Territoriaux ;
- ✓ Vu les Décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;
- ✓ Vu le Décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- ✓ Vu notamment l'article 34 de la Loi précitée ;
- ✓ Sur le rapport de Mme le Maire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide la création au tableau des effectifs de la Commune d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial, à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- Arrête la durée hebdomadaire de 13 heures 30 minutes, soit une quotité horaire de 13.50/35°, à compter du 07 décembre 2017 ;
- Inscrit les crédits correspondants au budget de la Commune ;
- Donne délégation de pouvoir et signature à Madame le Maire pour toutes démarches afférentes à ce recrutement.

Votes Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 1 (M. MOULIN)



**Délibération n° 20170612-16- Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 29 novembre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Depuis le 1er janvier 2016, le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est transposable à la Fonction Publique Territoriale.

Pour tenir compte de ces évolutions réglementaires, il convient de modifier l'organisation du régime indemnitaire au sein de la collectivité pour transposer cette nouvelle réglementation.

Il sera rappelé que les personnels territoriaux peuvent bénéficier de primes et indemnités dans les mêmes conditions que les fonctionnaires d'État exerçant des fonctions équivalentes. Les équivalences sont déterminées par décret.

Il appartiendra au conseil municipal de se prononcer sur :

- les agents bénéficiaires,
- la nature des primes qui seront versées dans la collectivité,
- le montant de chacune dans la limite des maxima prévus pour les fonctionnaires d'État ainsi que les modalités de revalorisation ; les montants de primes prévus pour les fonctionnaires d'État constituent la limite maximale qui s'impose aux collectivités,
- les critères de modulation du régime indemnitaire,
- la périodicité de versement.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- éventuellement, d'un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Le RIFSEEP se substitue notamment aux primes existantes telles que l'Indemnité d'Exercice des Missions en Préfecture (IEMP), l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS).

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- permettre le maintien de rémunération, des agents suite à l'abrogation de l'Indemnité d'Exercice des Missions en Préfectures (IEMP) rétroactivement au 01 janvier 2017 par décret n°2017-829 du 05 Mai 2017
- reconnaître les spécificités de certains postes
- prendre en compte le niveau de cotation des différents postes en fonction des critères retenus

## **1 – BÉNÉFICIAIRES**

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour les corps ou services de l'État servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois listés ci-dessous :

- Les attachés,
- Les adjoints administratifs,
- Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles,
- Les adjoints techniques,
- Les adjoints du patrimoine.

Les primes et indemnités pourront être versées :

- aux fonctionnaires stagiaires et titulaires

## **2 – L'INDEMNITE LIEE AUX FONCTIONS, AUX SUJETIONS ET A L'EXPERTISE (IFSE)**

### **LE PRINCIPE**

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité repose sur une formalisation précise de critères professionnels. Elle est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Pour l'État, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel.

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

### **LA DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DE L'IFSE**

Chaque cadre d'emplois de la collectivité est réparti en différents groupes de fonctions selon les critères professionnels suivants :

- 1. Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :**
  - Responsabilité d'encadrement ;
  - Ampleur du champ d'action ;
  - Délégation de signature ;
  - Conseil aux élus ;
- 2. Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :**
  - Connaissances requises ;
  - Complexité, niveau de technicité exigé pour occuper le poste ;
  - Initiative ;
  - Diversité des tâches, des dossiers ou des projets ;
- 3. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :**
  - Confidentialité ;
  - Impact sur l'image de la collectivité ;

- Actualisation des connaissances ;
- Respect de l'autorité ;

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, du groupe 1 au groupe :

- 4 pour les catégories A
- 4 pour les catégories C

À chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds figurant dans le tableau ci-dessous.

Les groupes de fonctions 1 sont réservés aux postes les plus lourds et les plus exigeants.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet.

Il est précisé que les agents appartenant à des cadres d'emplois pour lesquels les arrêtés ministériels transposant le RIFSEEP n'ont pas encore été publiés, les primes actuellement versées sont maintenues jusqu'à la parution des textes.

Dès la publication de ces textes, le RIFSEEP leur sera appliqué.

#### FILIERE ADMINISTRATIVE

Groupes Fonctions	de	Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
			Logés	Non Logés
Attachés				
Groupe 01 : A1		Direction Générale	Sans Objet	21 600
Adjointes administratifs territoriaux				
Groupe 02 : C3		Assistante de direction	Sans Objet	2 160
Groupe 03 : C4		Agents en charge de l'urbanisme et missions de suppléance administrative	Sans Objet	1 560

#### FILIERE MEDICO-SOCIALE

Groupes Fonctions	de	Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l’IFSE	
			Logés	Non Logés
Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles				
Groupe 04 : C4		ATSEM	Sans Objet	1 560

#### FILIERE TECHNIQUE

Groupes Fonctions	de	Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
			Logés	Non Logés
Adjoints techniques territoriaux				



<b>Groupe 04 : C4</b>	Responsable de service cantine, techniques, Agents d'entretien, Agents de restauration, Agents des écoles, Régisseur salles.	Sans Objet	1 560
-----------------------	--	------------	-------

## FILIERE CULTURELLE

Groupe Fonctions	de	Fonctions / Emplois	Montant maxima annuels de l'IFSE	
			Logés	Non Logés
<b>Adjoint du patrimoine</b>				
<b>Groupe 04 : C4</b>		Agent chargé de la bibliothèque	Sans Objet	1 560

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- au moins tous les deux ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent

### 3 – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le complément indemnitaire annuel est facultatif.

Il ne sera pas mis en place au sein de la collectivité.

### 4 – LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION

#### **a. LA PERIODICITE DE VERSEMENT**

La part fonctionnelle "IFSE" de la prime sera versée mensuellement sur la base du montant annuel individuel attribué.

#### **b. MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION EN CAS D'ABSENCES**

Le versement de l'IFSE et du CIA, sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement pendant les périodes :

- de congés annuels,
- de congés de maternité, de paternité, d'adoption,
- de congés pour accident de service et maladie professionnelle,
- d'autorisations spéciales d'absence,
- de départ en formation (sauf congé de formation professionnelle),
- de temps partiel thérapeutique,
- de congé de maladie ordinaire,
- de congé de longue maladie,
- de congé de grave maladie,
- de congé de longue durée.

Le versement des primes sera suspendu pendant les périodes :

- de congés de formation professionnelle,
- en cas de suspension dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

#### **c. MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL**

Pour les fonctionnaires employés à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel, les montants de primes retenus sont proratisés dans les mêmes proportions que le traitement.

#### **d. ATTRIBUTION INDIVIDUELLE**

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale.

Au regard de sa fiche de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement de l'agent à un groupe de fonctions selon l'emploi qu'il occupe conformément à la répartition des groupes de fonctions pour chaque cadre d'emplois définie par la présente délibération.

Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel figurant en annexe 1 de la présente délibération.

L'arrêté d'attribution de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise a une validité permanente, sauf cas de suspension énoncés plus haut ou de départ de la collectivité (mutation, retraite, décès, démission, autres positions que l'activité).

L'autorité territoriale attribuera les montants individuels entre 0 et les montants maximums prévus dans les tableaux susvisés.

#### **e. CUMULS**

Le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : GIPA, ...),
- La Nouvelle Bonification Indiciaire,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (astreintes, permanence, le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés, heures supplémentaires en cas de dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25 Août 2000 relatif à l'organisation du temps de travail ...),
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction.

#### **f. MAINTIEN DES MONTANTS DU REGIME INDEMNITAIRE ANTERIEUR**

Le montant global de primes attribué au titre du régime indemnitaire antérieur est garanti aux personnels au titre de l'IFSE, jusqu'à la date de prochain changement de fonctions de l'agent.

Ce maintien concerne les primes et indemnités susceptibles d'être versées au titre du grade, des fonctions, des sujétions correspondant à l'emploi ainsi qu'à la manière de servir perçues mensuellement et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel.

Il est proposé de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'État servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire.

Après débat, il sera proposé au Conseil Communal :

- D'adopter les textes instituant les différentes primes et indemnités sous réserve des conditions particulières d'attribution applicables dans la collectivité décidées par la présente délibération,
- D'adopter les propositions relatives aux conditions de modulation et de revalorisation des indemnités, ainsi qu'aux montants mentionnés dans la présente délibération,
- D'abroger la délibération en date du 03 Mai 2017 portant extension du régime indemnitaire de la Commune de St Christoly de Blaye,
- De préciser :
  - o que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01 Janvier 2018,
  - o que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-17 – Adoption du Plan de Formation Mutualisé de la Haute Gironde 2017/2019 et du règlement de formation.**

Madame Le Maire rappelle que la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale impose aux collectivités locales d'établir pour leurs agents un plan de formation annuel ou pluriannuel.

Dans ce cadre, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) ont conduit un projet d'accompagnement à la rédaction d'un plan de formation mutualisé sur le territoire de la Haute Gironde du Département de la Gironde.

A l'issue de cet accompagnement, les collectivités du territoire ont décidé de pérenniser cet outil.

Ce projet permettra notamment au CNFPT d'organiser des formations sur le territoire concerné.

Après discussion et avis du comité technique émis en dernier lieu le 27/09/2017, le Conseil Municipal :

➤ adopte le plan de formation mutualisé et le règlement de formation.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-18- Attributions d'indemnités de conseil et d'aide à la confection de documents budgétaires à Monsieur Le Trésorier de St Savin.**

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide :

- de demander le concours du Receveur pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983
- d'accorder l'indemnité de confection budget
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100% par an
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribué à Monsieur Le Trésorier de St Savin.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6225 du budget.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



**Délibération n° 20170612-19 – Création d'une bibliothèque municipale.**

*Discussion :*

M. MOULIN demande si les bénévoles remplacent les salariés et si ce qui était fait par les bénévoles sera fait par l'agent recruté. Mme Le Maire rétorque que les bénévoles n'ont jamais effectué les missions confiées à l'agent. Ils venaient simplement en soutien de l'agent sur des tâches bien spécifiques (manifestations, expos...).

Mme Le Maire revient sur l'historique de cette décision et le choix de créer une bibliothèque municipale. Plusieurs rencontres ont eu lieu entre la collectivité et l'association « La Source » mais cette dernière ne souhaite pas travailler par le biais d'une Délégation de Service Public (DSP). Mme Le Maire donne lecture de la lettre de l'association qui notifie son choix.

M. MOULIN demande à Mme BELLUE de s'exprimer en tant que bénévole de l'association. Mme BELLUE expose qu'il est inconcevable de ne pas travailler avec la bibliothèque départementale de prêt et que le seul moyen pour l'association était la DSP. Mme Le Maire abonde en indiquant que seule la DSP aurait permis à l'association, dans sa forme actuelle, de continuer à intervenir à la bibliothèque.

Mme BERLEMONT demande si à ce jour, l'association est dissoute. Mme Le Maire répond que la dissolution appartient aux membres de l'association et en aucun cas à la collectivité.

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la bibliothèque est actuellement sous l'administration de l'association « La Source » avec des locaux et un agent mis à disposition par la collectivité.

Madame le Maire donne lecture de la lettre de l'association « La Source » informant de son refus de répondre à la proposition de délégation de service public.

Afin de maintenir l'offre de lecture publique, l'accueil des classes, de développer l'accès au multimédia et à l'Internet d'un plus grand nombre, il convient de reverser dans le domaine public ce service.

L'établissement de lecture publique a pour ambition de poursuivre le partenariat avec la Bibliothèque départementale de Prêt du Conseil Départemental de la Gironde et de participer à la création du réseau intercommunal de la Communauté des communes de Blaye.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide de municipaliser la bibliothèque ;
- décide de dénommer la bibliothèque « La Source » ;
- décide d'établir un règlement intérieur ;
- propose de fixer le tarif d'adhésion annuelle individuelle à 10€ et d'adhésion annuelle familiale à 15€ ;
- s'engage à proposer un budget minimum de 2 700€ par an spécifiquement consacré à l'acquisition de livres ;
- propose de créer une ligne de crédit dont le montant sera déterminé lors du vote du budget primitif 2018 consacrée aux animations proposées par la bibliothèque ;

Autorise le Maire :

- à créer une régie relative à l'encaissement des adhésions à la bibliothèque municipale ;

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-20- Saisine de Monsieur Le Préfet de la Gironde pour le retrait de la Commune de Saint-Christoly de Blaye de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde.**

Discussion :

Malgré la saisine au moyen d'un courrier en date du 1<sup>er</sup> août 2017 et l'avis de l'avocat de la commune, la Préfecture de la Gironde demande que la Commune saisisse le Préfet par le biais d'une délibération.

M. MOULIN demande que la Communauté de Communes de Blaye rembourse à la Commune les frais d'avocat induits par cette procédure. Mme Le Maire précise que même si nous « servons » seulement d'intermédiaire, la loi impose la prise en

*charge des frais par la commune. M. MOULIN rappelle à l'assemblée qu'elle est là pour défendre uniquement les intérêts communaux et non pas communautaires.*

*Pour information, le Préfet a un délai de 6 mois, après la saisine pour répondre sur l'ensemble des points.*

Vu la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment les articles 33 et 35,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 2121-11 et L 5211-25-1,

Vu le courrier du 17 avril 2017 adressé à la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde resté sans réponse à ce jour,

Considérant la proposition de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde formulée sur la base de chiffres arrêtés au 31 décembre 2016 et fondée sur des principes et des modalités de répartition inacceptables. En effet, la CDC LNG se cantonne à proposer à la Commune de Saint-Christoly de Blaye la reprise des équipements communautaires situés sur le territoire communal soit, le site des lacs du moulin blanc et ses équipements ainsi que l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement en contrepartie d'une part d'un transfert à la commune d'emprunts présentés comme affectés aux investissements qui y ont été réalisés et d'autre part du versement par la commune d'une somme représentative selon les cas de la valeur nette comptable de ces biens ou de leur valeur vénale, estimée sur la base d'avis de France-Domains.

Or, il s'avère que, hors le cas des biens meubles et immeubles qui auraient été mis à la disposition de la communauté par la commune au titre d'un transfert de compétences (lesquels devraient être restitués à la commune qui reprendrait corrélativement le solde de l'encours de la dette afférente), cas de figure qui ne concerne ni les lacs de Saint-Christoly ni l'ALSH ni aucun autre équipement communautaire situé sur le territoire de la commune, les conditions financières et patrimoniales du retrait sont régies par les dispositions de l'article L. 5211-25-1-2° du CGCT au terme duquel « En cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale :

Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement ou, dans le cas particulier d'un syndicat dont les statuts le permettent, entre la commune qui reprend la compétence et le syndicat de communes. Il en va de même pour le produit de la réalisation de tels biens, intervenant à cette occasion. Le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti dans les mêmes conditions entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire et l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, entre la commune et le syndicat de communes».

En d'autres termes, un accord global doit être trouvé s'agissant de l'ensemble des éléments d'actif et de passif de la communauté.

Il doit donc être tenu compte non seulement des charges liées aux biens qui seraient réintégrés dans le patrimoine de la commune des importantes disponibilités dont bénéficie la communauté de communes et qui ont vocation à revenir pour partie à la commune de Saint-Christoly qui a participé à leur constitution.

Tel est en effet le principe arrêté par le Conseil d'Etat qui a été amené à juger que « en cas de retrait d'une commune d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte en raison de la création d'une communauté d'agglomération, il appartient à la commune et à l'établissement ou, à défaut d'accord, au représentant de l'Etat dans le département, de procéder à la répartition, d'une part, de l'ensemble des actifs dont l'établissement est devenu propriétaire postérieurement au transfert de compétences, à l'exception des disponibilités nécessaires pour faire face aux besoins de financements relatifs à des opérations décidées avant la date de la répartition et non encore retracées au bilan de l'établissement public, d'autre part, de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences ; que cette répartition doit être fixée dans le but, d'une part, d'éviter toute solution de continuité dans l'exercice, par les personnes publiques, de leur compétence, d'autre part, de garantir un partage équilibré compte tenu de l'importance de la participation de la commune dans le syndicat de communes ou le syndicat mixte » (Conseil d'Etat, n° 346380, 21 novembre 2012, solution constamment

reprise, par exemple CAA de NANTES, 4ème chambre, 21/09/2016, 15NT01020, Inédit au recueil Lebon ; dans le même sens Cour Administrative d'Appel de Versailles, 2ème Chambre, 02/10/2014, 12VE01929, Inédit au recueil Lebon, ou encore Cour Administrative d'Appel de Marseille, 5ème chambre - formation à 3, 20/09/2013, 12MA04657, Inédit au recueil Lebon).

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 du CGCT, « qu'en cas de retrait de la compétence transférée à un établissement public de coopération intercommunale, les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement. (...) **A défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et les conseils municipaux des communes concernés, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'Etat** dans le ou les départements concernés. Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou de l'une des communes concernées.»

Au regard de ces éléments et compte tenu des difficultés rencontrées dans le cadre du retrait de la commune de Saint-Christoly de Blaye de la Communauté de Communes latitude Nord Gironde, Madame Le Maire propose au Conseil Municipal de saisir Monsieur Le Préfet de la Gironde afin qu'il prenne toute mesure permettant de régler ce différent pour des raisons de bonne gestion.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Saisit Monsieur Le Préfet de la Gironde afin qu'il prenne toute mesure permettant de débloquent la situation opposant la Commune de Saint-Christoly de Blaye et la Communauté de Communes latitude Nord Gironde
- Autorise Madame Le Maire à signer tout document et courrier y afférent.

VOTE : Pour : 17      Contre : 0      Abstention : 0



#### **Délibération n° 20170612-21 – Organisation des rythmes scolaires – Rentrée de septembre 2018.**

Vu le décret 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire des écoles maternelles et élémentaires publiques.

Considérant que ce même décret permet au directeur académique des services de l'éducation nationale, sur proposition conjointe d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale et d'un ou plusieurs conseils d'école, d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur huit demi-journées réparties sur quatre jours,

Considérant le Projet Educatif Territorial (PEDT) de la commune de St Christoly de Blaye, compétente en matière d'enfance et petite enfance ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'école de l'école de St Christoly de Blaye en date du 07 novembre 2017 afin de solliciter une dérogation aux rythmes scolaires pour un retour à la semaine de 4 jours,

Vu l'avis favorable de la commission des écoles en date du 29 novembre 2017, exprimé après l'enquête réalisée auprès des parents,

Pour toutes ces raisons, il convient de revenir à la semaine de 4 jours d'enseignement dès la rentrée de septembre 2018.

VOTE :            Pour : 17            Contre : 0            Abstention : 0



## **QUESTIONS DIVERSES**

1. La poste : Mme Le Maire fait lecture du courrier à adresser à la poste concernant le positionnement communal sur le devenir de ce service public. Les élus valident le projet de courrier.
2. Désignation de délégués au SIAEPA et au Syndicat des eaux du Blayais. Dans le cadre du transfert des compétences Eau et Assainissement, la Communauté de Communes de Blaye sera amenée à désigner des représentants auprès du SIAEPA et du Syndicat des eaux du Blayais. Mme Le Maire propose de désigner les représentants actuels : MM Bernard GRIMEE et Emmanuel MOULIN
3. La prochaine réunion de la commission culture, vie associative est prévue le 03 janvier 2018 à 20h30.
4. La prochaine réunion de la commission voirie bâtiments est prévue le 09 janvier à 20h30.
5. La prochaine réunion de la commission marché est prévue le 04 janvier 2018 à 20h30.
6. La prochaine réunion de la commission finances – personnel est prévue le 16 janvier 2018 à 20h30.
7. La cérémonie des vœux se tiendra le 12 janvier 2018 à 18h30.
8. Le journal municipal sera à distribuer d'ici la fin de l'année.
9. Le service administratif de la mairie sera fermé tous les après-midis du 26 décembre 2017 au 05 janvier 2018.
10. Le prochain conseil municipal aura lieu le mercredi 24 janvier 2018.
11. Mme Le Maire fait part des remerciements des Restaurants du Cœur et du Secours Populaire pour les aides accordées par le CCAS.
12. Mme Le Maire fait part des remerciements des familles Arnut, Brice et Nadeau pour les marques de sympathie témoignées par la Commune lors des décès.

## **Autres QUESTIONS DIVERSES**

13. M. MOULIN a constaté que certaines aiguilles de l'horloge de l'église n'étaient pas éclairées. Le service administratif est chargé de la vérification du contrat d'entretien et de la sollicitation d'un prestataire.
14. M. MOULIN demande où en sont les travaux de la fibre optique. Mme Le Maire fait part de son échange avec la société Orange qui va prochainement procéder au raccordement du NRA (Nœud de raccordement Analogique). Courant premier semestre après l'installation de cartes et la migration de lignes, le débit internet s'en trouvera augmenté. Dans un second temps, l'entreprise retenue dans le cadre de l'appel d'offre géré par Gironde Numérique, travaillera sur la création d'un NRO (Nœud de raccordement Optique). En conséquence et selon nos divers interlocuteurs, l'ensemble des administrés devraient pouvoir s'abonner à la fibre optique dans un délai de six ans.

15. M. MOULIN demande que la remise des pavés soit réalisée dans le lotissement « Les Fontaines de Carnac » sous gestion LOGEVIE. Les entreprises qui sont successivement intervenues auraient dû procéder à la remise en état à l'identique. Un courrier en ce sens va être envoyé à LOGEVIE.
16. Un locataire de M. MOULIN lui a fait part de la prolifération de rats ou rongeurs dans son logement situé dans le bourg. Mme Le Maire précise qu'une entreprise avait été sollicitée mais n'a pas répondu. Cette dernière sera relancée mais il convient au préalable d'identifier les secteurs concernés.
17. Une fois les questions diverses épuisées, M. MACEIRA remet sa démission du Conseil Municipal.

La séance est levée à 22h50

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2017_10 du 06 décembre 2017	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire	
M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint	
Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint	
M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint	
Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint	Pouvoir à Mme PICQ
Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale	Absente
Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale	



Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale	
M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme BELLUE</i>
M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme VIRUMBRALES</i>
M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal	
Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale	
M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal	
M. <b>MACEIRA</b> Jean-Marie, Conseiller Municipal	
M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal	
M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à M. DEBET</i>
Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale	